

# CABINET B&P

16 rue du Dèvès - 34820 TEYRAN  
Port 06 03 02 78 73 - Tel 09 87 51 90 46

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'association d'Aide Ménagère et d'Aide à Domicile des Personnes Âgées et des Familles,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AMPAF, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées en annexe « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

*BPP*

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations mentionnées en annexe aux points suivants :

- Point 4 sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06.
- Point 3 sur les conventions comptables appliquées et en particulier la référence au principe de continuité d'exploitation.
- Point 7 « Gestion contrôlée » qui expose que la sous-activité au titre de l'APA et AS a été reprise dans son intégralité, alors que la suractivité de la PCH a été maintenue à la structure, en conformité avec l'arrêté du 30/04/2026, qui traite également de la régularisation du financement de l'avenant 43.
- Point 7 « Résultat de la gestion conventionnée » de l'annexe, qui met l'accent sur l'environnement réglementaire de l'Association, notamment en ce qui concerne le caractère provisoire de l'affectation du résultat, dans l'attente des décisions d'approbation des administrations de contrôle concernées.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- L'appréciation des principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes et le choix des méthodes comptables mises en œuvre, sont éclairés par les indications portées dans l'annexe. Nous avons notamment validé les modalités d'application des règles de dépréciation des créances et le principe de continuité d'exploitation.
- Concernant la présentation des comptes dans leur ensemble, nous en avons vérifié la conformité avec les règles généralement admises auxquelles l'association est légalement assujettie en tant qu'organisme de droit privé conventionné. Nous précisons que les modalités d'établissement des documents budgétaires et comptes administratifs, relèvent de traitements indépendants de la comptabilité générale et ne sont pas soumis à notre certification.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

B.M.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Teyran, le 12 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet B&P



Béatrice Pouzancre Parent

Annexe :  
Description détaillée des responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des  
comptes annuels

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN ACTIF

| ACTIF                                                                                   |                                                                                                          | Exercice N 31-12-2025              |                                                   |            | Exercice N-1<br>31-12-2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|----------------------------|
|                                                                                         |                                                                                                          | Brut                               | Amortissements et<br>dépréciations (à<br>déduire) | Net        | Net                        |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)                                                               |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| ACTIF IMMOBILISE                                                                        |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Immobilisations incorporelles                                                           |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Frais de développement                                                                                   |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Donations temporaires d'usufruit                                                                         |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 184 964                            | 180 681                                           | 4 283      | 12 383                     |
|                                                                                         | Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes                                              |                                    |                                                   |            |                            |
| Immobilisations corporelles                                                             |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Terrains                                                                                                 | 866 970                            |                                                   | 866 970    | 866 970                    |
|                                                                                         | Constructions                                                                                            | 5 985 687                          | 3 375 838                                         | 2 609 849  | 2 579 971                  |
|                                                                                         | Installations techniques, matériel et outillage industriels                                              | 167 725                            | 97 068                                            | 70 657     | 78 848                     |
|                                                                                         | Autres                                                                                                   | 1 673 388                          | 821 295                                           | 852 093    | 838 659                    |
|                                                                                         | Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes                                                |                                    |                                                   |            | 8 051                      |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés                                 |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Immobilisations financières                                                             |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Participations                                                                                           | 433 526                            |                                                   | 433 526    | 433 526                    |
|                                                                                         | Créances rattachées à des participations                                                                 |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Autres titres immobilisés                                                                                |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Prêts                                                                                                    |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Autres immobilisations financières                                                                       | 32 743                             |                                                   | 32 743     | 36 143                     |
| Total II                                                                                |                                                                                                          | 9 345 003                          | 4 474 882                                         | 4 870 121  | 4 854 551                  |
| ACTIF CIRCULANT                                                                         |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Stocks et en-cours                                                                      |                                                                                                          | 27 180                             |                                                   | 27 180     | 33 693                     |
| Créances                                                                                |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Créances clients, usagers et comptes rattachés                                                           | 2 535 388                          | 1 364 209                                         | 1 171 179  | 1 701 226                  |
|                                                                                         | Créances reçues par legs ou donations                                                                    |                                    |                                                   |            |                            |
|                                                                                         | Autres créances                                                                                          | 1 764 370                          |                                                   | 1 764 370  | 974 998                    |
|                                                                                         | Charges constatées d'avance                                                                              | 103 272                            |                                                   | 103 272    | 132 453                    |
| Valeurs mobilières de placement                                                         |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Instruments financiers à terme et jetons détenus                                        |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Disponibilités                                                                          |                                                                                                          | 2 991 259                          |                                                   | 2 991 259  | 5 405 250                  |
| Total III                                                                               |                                                                                                          | 7 421 469                          | 1 364 209                                         | 6 057 260  | 8 247 620                  |
| Frais d'émission des emprunts (IV)                                                      |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Primes de remboursement des emprunts (V)                                                |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)                              |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)                                              |                                                                                                          | 16 766 472                         | 5 839 091                                         | 10 927 380 | 13 102 170                 |
| (1) Dont droit au bail                                                                  | (2) Dont à moins d'un an                                                                                 | (3) Dont à moins d'un an 3 038 821 |                                                   |            |                            |
| ENGAGEMENTS RECUS                                                                       |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Legs nets à réaliser :                                                                  |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Acceptés par les organes statutairement compétents Autorisés par l'organisme de tutelle |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |
| Dons en nature restant à vendre                                                         |                                                                                                          |                                    |                                                   |            |                            |

## BILAN PASSIF

| PASSIF                                                                                 | Exercice N<br>31-12-2025 | Exercice N-1<br>31-12-2024 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| <b>FONDS PROPRES *</b>                                                                 |                          |                            |
| Fonds propres sans droit de reprise                                                    |                          |                            |
| Fonds propres statutaires                                                              |                          |                            |
| Fonds propres complémentaires                                                          |                          |                            |
| Fonds propres avec droit de reprise                                                    |                          |                            |
| Fonds statutaires                                                                      |                          |                            |
| Fonds propres complémentaires                                                          |                          |                            |
| Ecarts de réévaluation                                                                 |                          |                            |
| Réserves                                                                               | 10 897 561               | 10 897 561                 |
| Réserves statutaires ou contractuelles                                                 |                          |                            |
| Réserves pour projet de l'entité                                                       |                          |                            |
| Autres                                                                                 |                          |                            |
| Report à nouveau                                                                       | -10 860 654              | -11 100 807                |
| Excédent ou déficit de l'exercice                                                      | 149 201                  | 240 154                    |
| <b>Situation nette (sous total)</b>                                                    | <b>186 108</b>           | <b>36 908</b>              |
| Fonds propres consommables                                                             |                          |                            |
| Subventions d'investissement                                                           | 424 173                  | 497 260                    |
| Provisions réglementées                                                                |                          |                            |
| <b>Total I</b>                                                                         | <b>610 281</b>           | <b>534 168</b>             |
| <b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>                                                        |                          |                            |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations                                              |                          |                            |
| Fonds dédiés                                                                           |                          |                            |
| <b>Total II</b>                                                                        |                          |                            |
| <b>PROVISIONS</b>                                                                      |                          |                            |
| Provisions pour risques                                                                | 617 862                  | 456 012                    |
| Provisions pour charges                                                                | 1 818 049                | 1 733 021                  |
| <b>Total III</b>                                                                       | <b>2 435 911</b>         | <b>2 189 033</b>           |
| <b>DETTES</b>                                                                          |                          |                            |
| Emprunts obligataires et assimilés                                                     |                          |                            |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit                                 |                          |                            |
| Emprunts et dettes financières diverses                                                |                          |                            |
| Instruments financiers à terme                                                         |                          |                            |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés                                               | 430 818                  | 510 439                    |
| Dettes des legs ou donations                                                           |                          |                            |
| Dettes fiscales et sociales                                                            | 7 000 014                | 7 734 218                  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                        | 4 416                    | 17 224                     |
| Autres dettes                                                                          | 11 420                   | 110 112                    |
| Produits constatés d'avance                                                            | 434 520                  | 2 006 975                  |
| <b>Total IV</b>                                                                        | <b>7 881 188</b>         | <b>10 378 968</b>          |
| Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)                            |                          |                            |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>                                           | <b>10 927 380</b>        | <b>13 102 170</b>          |
| (1) A plus d'un an                      A moins d'un an                      7 881 188 |                          |                            |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque                    |                          |                            |
| (3) Dont emprunts participatifs                                                        |                          |                            |
| <b>ENGAGEMENTS DONNES</b>                                                              |                          |                            |

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

| COMPTE DE RESULTAT                                                                            | Exercice N<br>31-12-2025 | Exercice N-1<br>31-12-2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                                                |                          |                            |
| Cotisations                                                                                   |                          |                            |
| Ventes de biens et services                                                                   |                          |                            |
| Ventes de biens                                                                               |                          |                            |
| dont ventes de dons en nature                                                                 |                          |                            |
| Ventes de prestations de service                                                              | 12 297 703               | 11 277 913                 |
| dont parrainages                                                                              |                          |                            |
| Produits de tiers financeurs                                                                  |                          |                            |
| Concours publics et subventions d'exploitation                                                | 20 883 835               | 19 956 527                 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable                         |                          |                            |
| Ressources liées à la générosité du public                                                    |                          |                            |
| Dons manuels                                                                                  |                          |                            |
| Mécénats                                                                                      |                          |                            |
| Legs, donations et assurances-vie                                                             |                          |                            |
| Contributions financières                                                                     |                          |                            |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions                                        | 1 932 090                | 1 739 241                  |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles                          | 21 952                   |                            |
| Utilisations des fonds dédiés                                                                 |                          | 85 274                     |
| Autres produits                                                                               | 4 528                    | 14                         |
| <b>Total I</b>                                                                                | <b>35 140 108</b>        | <b>33 058 969</b>          |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                                                 |                          |                            |
| Achats de marchandises                                                                        |                          |                            |
| Variation de stock                                                                            | 6 513                    | 3 412                      |
| Autres achats et charges externes                                                             | 3 823 361                | 3 687 339                  |
| Aides financières                                                                             |                          |                            |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                                         | 2 216 011                | 2 236 738                  |
| Salaires                                                                                      | 21 667 561               | 21 597 200                 |
| Cotisations sociales                                                                          | 4 364 136                | 4 739 357                  |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations                                             | 462 120                  | 375 725                    |
| Dotations aux provisions                                                                      | 2 182 539                | 535 379                    |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées                    | 37 389                   |                            |
| Reports en fonds dédiés                                                                       |                          |                            |
| Autres charges                                                                                | 254 599                  | 214 793                    |
| <b>Total II</b>                                                                               | <b>35 014 229</b>        | <b>33 389 943</b>          |
| <b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                                                    | <b>125 879</b>           | <b>-330 974</b>            |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                                    |                          |                            |
| De participation                                                                              |                          |                            |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé                                 |                          |                            |
| Autres intérêts et produits assimilés                                                         | 23 323                   | 36 017                     |
| Reprises sur provisions et dépréciations                                                      |                          |                            |
| Différences positives de change                                                               |                          |                            |
| Produits des immobilisations financières cédées                                               |                          |                            |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie  |                          |                            |
| <b>Total III</b>                                                                              | <b>23 323</b>            | <b>36 017</b>              |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                                                    |                          |                            |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions                             |                          |                            |
| Intérêts et charges assimilés                                                                 |                          | 90                         |
| Différences négatives de change                                                               |                          |                            |
| Valeurs comptables des immobilisations financières cédées                                     |                          |                            |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie |                          |                            |
| <b>Total IV</b>                                                                               | <b>0</b>                 | <b>90</b>                  |
| <b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>                                                       | <b>23 323</b>            | <b>35 927</b>              |

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

|                                                             |                   |                   |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b> | 149 202           | -295 047          |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)                                  |                   | 616 877           |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)                                |                   | 81 676            |
| <b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>                    |                   | <b>535 201</b>    |
| Participation des salariés aux résultats (VII)              |                   |                   |
| Impôts sur les bénéfices (VIII)                             |                   |                   |
| <b>Total des produits (I + III + V)</b>                     | <b>35 163 431</b> | <b>33 711 863</b> |
| <b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>        | <b>35 014 229</b> | <b>33 471 709</b> |
| <b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>                                  | <b>149 202</b>    | <b>240 154</b>    |
|                                                             |                   |                   |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>                  |                   |                   |
| Dons en nature                                              | 293 709           | 172 297           |
| Prestations en nature                                       | 29 225            | 6 561             |
| Bénévolat                                                   | 7 391             | 4 306             |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>330 325</b>    | <b>183 164</b>    |
| <b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>      |                   |                   |
| Secours en nature                                           |                   |                   |
| Mises à disposition gratuite de biens                       | 293 709           | 172 297           |
| Prestations en nature                                       | 29 225            | 6 561             |
| Personnel bénévole                                          | 7 391             | 4 306             |
| <b>TOTAL</b>                                                | <b>330 325</b>    | <b>183 164</b>    |



## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptable
- Analyse des résultats
- Résultats des résultats sous contrôle tiers  
financeurs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Analyse des réserves
- Tableau des réserves et provisions
- Etat des créances et dettes
- Charges à payer
- Produits à recevoir
- Charges et produits constatés d'avance
- Concours publics et subventions
- Honoraires cac

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## 1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre

### Description de l'objet social de l'entité

L'association a pour objet :

- De développer une gamme d'activités à domicile au profit de l'ensemble des particuliers notamment des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, de l'Aide Sociale ou des régimes de protection sociale de base, et complémentaires.
- De gérer :
  - Un service d'aide à domicile autorisé ou conventionnée avec les organismes qui financent la prestation Allocation Personnalisée d'Autonomie, la Prestation de Compensation du Handicap ou l'Aide-Ménagère en nature.
  - Des services de soins infirmiers à domicile financés par l'assurance maladie.
  - Un Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile (SPASAD).
  - Un service de livraison de repas.
  - Un service d'animation et de prévention de la perte d'autonomie.
  - Un service de gestion d'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant.
  - Et en règle générale tous les services à domicile ou structures collectives d'accueil financés par des tiers : Etat, collectivités locales, organismes de sécurité sociale, d'Allocation Familiales, les caisses de retraites et complémentaires, les particuliers, etc.
- De mutualiser à l'attention des associations membres de la fédération Bonjours groupe Présence 30 et Présence 30 AMPAF, la Direction, les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à leur fonctionnement.

### Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

L'association BONJOURS GROUPE PRESENCE 30 AMPAF a été créée en 1974 par la Mutualité Sociale Agricole du GARD (aujourd'hui, la structure est juridiquement autonome et fait partie intégrante du réseau BONJOURS GROUPE PRESENCE 30) en partenariat avec le Conseil Départemental, la C.A.R.S.A.T., la C.A.F., l'ANDGM et la Fédération Départementale Générations Mouvement, avec pour objectif, sur l'ensemble du département du Gard, d'apporter une assistance et un accompagnement permanent ou ponctuel au domicile de toute personne en perte d'autonomie ou fragilisée par l'âge, par des problèmes de santé et plus largement auprès des familles et des particuliers. Ces actions sont réalisées dans la perspective de préserver aussi longtemps que possible l'autonomie des personnes tout en respectant leur intimité.

L'activité de l'association est organisée en plusieurs branches :

- Aide-ménagère
- Maison en partage (inclus dans l'activité Aide-ménagère)
- Service de Soins Infirmiers A Domicile (2)
- Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (gestion de 4 Micro-crèches et 8 crèches)

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'organisation comptable permet de déterminer, en complément du bilan et du compte de résultat global qui présentent l'ensemble des opérations de l'Association, un compte de résultat spécifique par branche d'activité.

## Aide-ménagère

L'activité Aide-ménagère se déroule sur tous les secteurs du département notamment dans les zones de montagne ou rurales avec une faible densité de population ce qui génère des frais majorés de temps de déplacements, d'indemnités kilométriques et a nécessité l'implantation d'agences de proximité afin de recevoir le public et les intervenants à domicile.

L'activité prestataire concerne des heures d'intervention aux domiciles des usagers qui sont financés soient par le Conseil Départemental du Gard soient par les Caisses de Retraite et Mutuelles. Un ticket modérateur peut éventuellement rester à charge du bénéficiaire.

L'association propose des services à domicile pour les actifs qui permettent d'améliorer la vie quotidienne, ouvert à tous, sans conditions de ressources (ménage, repassage, garde d'enfant, gardiennage de domicile/animaux).

Le Conseil Départemental du Gard sollicite l'Association pour des interventions entrant dans le cadre de l'APA (Aide Personnalisée à l'Autonomie), de l'Aide Sociale et de la PCH (Prestation de Compensation du Handicap). Le financement de ces heures est assuré par le biais du versement d'une dotation annuelle, fixée par arrêté, et versée au prestataire de manière trimestrielle, généralement au cours de la première quinzaine de chaque trimestre.

Un CPOM a été signé entre le département du Gard et l'association Présence 30 AMPAF le 16 décembre 2014 pour trois ans à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2017. Il est à noter qu'aucun déficit antérieur ou à venir ne serait repris en intégration du tarif horaire. Le présent contrat pouvait être révisé par voie d'avenants en cas de nouvelles activités ou d'évolution législative. Le tarif accordé a été fixé à 21.50 € sur la base des heures réalisées en 2016.

Un avenant a été signé le 8 janvier 2018 prolongeant le CPOM jusqu'au 31 décembre 2018 et le 30 janvier 2019 le prolongeant jusqu'au 30 juin 2019.

Le 31 juillet 2019 un CPOM nouvelle génération a été signé pour une durée de trois ans à compter du 1er juillet 2019 au 30 juin 2022, reconduit par un avenant n°DAUT-2019-214 du 24 juin 2022 prolongeant le CPOM jusqu'au 31 décembre 2023. Il est à noter qu'aucun déficit antérieur ou à venir ne sera repris en intégration du tarif horaire.

En raison des résultats de l'appel à candidatures visant à l'attribution de la dotation complémentaire, un avenant n° 1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) a été signé le 17 novembre 2023, pour une durée de trois ans, couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

Afin de répondre de manière adaptée aux besoins des Gardoises et des Gardois, le Schéma Départemental des Solidarités Sociales 2022-2027 du Gard repose sur trois orientations fondamentales : Bien grandir, bien vivre et bien vieillir.

Dans le cadre du défi du vieillissement et afin de satisfaire les aspirations des habitants à vieillir à domicile, le Schéma des solidarités sociales s'articule autour de trois objectifs stratégiques :

- Développer et renforcer la prévention de la perte d'autonomie ;
- Soutenir les proches aidants ;
- Agir sur l'habitat et les lieux de vie.

En ce sens, le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) s'inscrit dans cette démarche, en permettant la contractualisation et la formalisation des partenariats entre les Établissements et Services Médico-Sociaux (ESMS) et le Conseil Départemental.

Le présent contrat fixe les objectifs assignés à l'organisme prestataire et les moyens alloués par le Conseil Départemental nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Il s'applique aux activités du service d'aide et d'accompagnement à domicile prestataire géré par l'organisme prestataire et financées par le Conseil Départemental au titre des plans d'aide individuels, à savoir :

- l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ;
- l'Aide-Ménagère au titre de l'Aide Sociale (AS).

Il pourra être révisé par voie d'avenants en cas de nouvelles activités ou d'évolution législative.

Le calcul de la dotation dite « tarif horaire globalisé » s'effectue sur le nombre d'heures prévisionnel de l'année N (au regard de l'année N-1).

Selon l'arrêté du Conseil Départemental du Gard du 1<sup>er</sup> février 2024, le tarif horaire à compter du 1<sup>er</sup> février 2024 a été fixé à 27 € pour les dispositifs APA, Aide Sociale et PCH. Ce tarif a été reconduit pour l'année 2025.

## Maisons en Partage

C'est une forme d'habitat solidaire entre maintien à domicile et structure d'hébergement, proposant des logements locatifs individuels de 40 m2 regroupés alliant vie privée et vie collective.

Un(e) Auxiliaire de Vie Sociale, salarié(e) de l'association assure la partie animation et vie du projet social, assiste les résidents dans une salle commune afin de leur rendre le quotidien le plus agréable possible.

Cette activité est incluse dans l'activité Aide-Ménagère.

## Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD)

L'association a mis en place deux services de Soins Infirmiers A Domicile :

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Le premier créé en 1983 fonctionne avec une capacité de 50 places et concerne les cantons d'Aramon et de Remoulins,
- Le second ouvert en 1995 pour 25 places, dessert le canton de Saint-Chaptes.

Les services de Soins Infirmiers A Domicile ne se substituent pas à un service d'hospitalisation à domicile, ils prennent en charge des soins pouvant être dispensés hors du secteur hospitalier. L'activité s'adresse aux personnes âgées dont l'état de santé le justifie. L'entrée dans le service est prescrite par le médecin traitant. Un médecin-conseil valide ensuite la prise en charge.

Les services de soins sont financés selon un prix de journée par l'assurance maladie. La caisse de Mutualité Sociale Agricole est la Caisse Pivot.

En 2020 les deux Services de Soins Infirmiers A Domicile ont bénéficié dans le cadre de la prolongation de l'expérimentation SPASAD, qui a fait l'objet d'une signature d'un avenant au CPOM SPASAD et qui a pour effet de proroger le CPOM 2017-2019 conclu entre l'ARS, le Conseil Départemental du Gard, le SSIAD et l'Association Bonjours Groupe Présence 30 AMPAF pour une durée de 3 ans soit du 7 novembre 2019 au 7 novembre 2022 de 82 500 € de crédits non reconductibles. Cet avenant a été prorogé par arrêté du 9 février 2023 pour une durée de 17 mois à compter du 30 juin 2022 jusqu'au 31 décembre 2023 au plus tard. Ils ont vocation à permettre, jusqu'à la fin de l'expérimentation dans laquelle nous nous sommes engagés, de conforter prioritairement la fonction de coordination du SPASAD.

### Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)

L'association est gestionnaire de crèche et micro-crèches.

Les enfants sont accueillis dans une structure adaptée à leurs besoins qui prévoit des activités en fonction de leur âge. Les tout-petits apprennent à se socialiser avec des enfants de leur âge et s'épanouissent sous la responsabilité de professionnels de la petite enfance.

- Crèche collective : mode de garde qui offre un accueil adapté aux enfants de 2 mois et demi à 4 ans. Elle peut accueillir jusqu'à 25 enfants.
- Micro-crèche : à mi-chemin entre le mode de garde individuel et collectif, ce type de structure peut accueillir 10 enfants (de 0 à 6 ans) simultanément.

Les enfants sont accueillis de 7h30 à 18h30.

La crèche ou la micro-crèche est ouverte en priorité aux enfants de la commune mais également à ceux des communes alentours en fonction des places disponibles.

Un contrat est établi avec les parents afin de formaliser les engagements de chacun et notamment le nombre d'heures d'accueil pour lequel les enfants sont confiés à la crèche.

Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant sont cofinancés par la Caisse d'Allocation Familiales du Gard par le versement d'une Prestation de Service Unique (PSU) et bonus territoire ainsi que par la Communauté de Commune de Cèze Cévennes, la commune, l'agglomération et un Syndicat Mixte par le versement d'une subvention.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## Description des moyens mis en œuvre

Pour réaliser ses missions Bonjours Groupe Présence 30 AMPAF s'appuie sur des dispositifs humains et structurels.

Autour du président, un conseil d'administration et un bureau définissent la politique mise en œuvre par une direction, 18 cadres et 91 salariés administratifs. Toute cette équipe anime un effectif moyen de 712.75 ETP sur l'année.

Pour réaliser ses missions l'association dispose d'un siège social de 2 194 m2.

L'établissement développe ses activités dans l'ensemble du Département du GARD en s'appuyant sur :

## Aide-Ménagère

13 agences de proximité. Le personnel d'encadrement à savoir les Responsables de Secteur et les Assistants Techniques au nombre de 71 salariés est décentralisé sur ces lieux de travail. Il est ainsi en contact direct avec les Aides à Domiciles et les usagers de l'Association. Ce personnel de terrain est encadré par quatre Cadres de Secteur qui se partagent le territoire gardois et assurent la liaison avec le Siège Social. L'effectif moyen d'Aide à Domicile et Auxiliaire de Vie Sociale est de 594.07 ETP sur l'année.

## Maison en Partage

8 maisons en partage situées dans les communes gardoises de Bellegarde, Bezouce, Caveirac, Congénies, Poulx, Roquemaure, Saint-Paulet-de-Caisson et Rochefort du Gard. Un(e) Auxiliaire de Vie Sociale assure la partie animation dans chaque structure. L'effectif moyen Auxiliaire de Vie Sociale est de 2,68 ETP sur l'année.

## Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD)

2 services de soins infirmiers à domicile situés dans les communes gardoises d'Aramon et de Remoulins et Saint-Chartes. L'effectif comporte 22 postes paramédicaux dont 2 infirmiers et 20 aides-soignantes pour un effectif moyen de 14.81 ETP sur l'année.

## Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)

8 crèches situées dans les communes gardoises de Barjac, Clarensac, Nîmes, Parignargues, Sainte-Anastasie, Saint-Dionisy, Vallabrègues, Le Cailar (début d'activité en avril 2025) et 4 micro-crèches situées à Chamborigaud, Méjanes le Clap, Meyrannes et Moulezan.

Au 31 décembre 2025, l'activité Petite Enfance comptait 96 salariés représentant 85,8 ETP. Les équipes étaient composées majoritairement d'animateurs d'activité (45 salariés), de professionnels de l'accompagnement petite enfance (16 salariés) et de personnels d'encadrement (12 salariés). Les autres effectifs étaient constitués de personnels de service,

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

d'éducateurs de jeunes enfants, d'auxiliaires petite enfance, d'auxiliaires de puériculture, de personnels médicaux et paramédicaux ainsi que de fonctions supports spécifiques. Les emplois étaient principalement pourvus en CDI, avec 87 salariés en contrat à durée indéterminée, complétés par quelques contrats spécifiques (agents détachés, apprentissage et CDD).

## 2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'origine délibérant

- Aide-Ménagères :
  - En 2025, le secteur de l'aide à domicile continue de faire face à une baisse d'activité, principalement due à des difficultés de recrutement qui, si elles restent majoritairement conjoncturelles, tendent à perdurer et à s'aggraver. Ces problématiques sont liées à la forte reprise économique postpandémique, ainsi qu'aux changements de secteur d'activité pour de nombreux salariés à la suite de la crise du Covid-19. Ces derniers doivent encore se former et acquérir de nouvelles compétences, ce qui limite la disponibilité immédiate de personnel qualifié. Malgré la mise en œuvre d'efforts importants visant à améliorer la situation, notamment par des revalorisations salariales, des campagnes de valorisation des métiers et des mesures visant à renforcer l'attractivité du secteur, la compétition pour attirer et retenir les professionnels demeure intense. Ces initiatives portent leurs fruits dans certains territoires, mais la pénurie de personnel qualifié persiste, entraînant parfois le refus de demandes de prise en charge ou la réduction des heures d'intervention. La faiblesse relative des revenus par rapport à d'autres secteurs, ainsi qu'une image encore peu valorisante des métiers, freinent l'attractivité du secteur. La situation est d'autant plus critique que de nombreux salariés partent à la retraite, ce qui risque d'accentuer la pénurie dans les années à venir. Par ailleurs, la concurrence accrue des EHPAD disposant de places disponibles, la baisse des premières demandes dans certains secteurs, ainsi que la montée en puissance de nouveaux opérateurs moins contraints, contribuent à fragiliser davantage la dynamique du secteur. La prise en compte globale des ressources et des financements continue également d'impacter la capacité à répondre efficacement à l'ensemble des besoins. En résumé, si des progrès ont été réalisés, la situation en 2025 demeure complexe. Le secteur doit poursuivre ses efforts d'adaptation pour faire face aux enjeux de recrutement, d'attractivité et de maintien de la qualité d'accompagnement pour les personnes fragiles.
  - L'avenant 43 applicable au 1<sup>er</sup> octobre 2021 a eu un impact significatif sur la masse salariale.
  - La mise en application de la loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 sur la question des droits à congés payés acquis durant les périodes d'arrêt maladie a eu un impact

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

significatif sur la masse salariale lors de sa première application en 2023, depuis seule la variation est constatée.

- Maisons En Partage :  
Néant
- Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) :
  - Il y a une diminution du nombre de journées et du volume d'actes infirmiers, cependant, le nombre de patients nécessitant des soins intensifs, tels que les soins palliatifs, les patients diabétiques ou encore les pansements complexes, ne cesse d'augmenter.
- Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)
  - L'année 2025 est marquée par l'arrivée d'une crèche (Le Cailar) et la dénonciation de la DSP des crèches de Ste Anastasie, Moulezan et Parignargues par le syndicat mixte de Leins Gardonnenque au 31-12-2025 (DSP résignée en mars 2026)

**3/ Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 Décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.**

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation, et nous avons à nouveau apprécié la pertinence du principe comptable de continuité d'exploitation pendant les douze prochains mois sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes, et en particulier grâce au soutien du Conseil Départemental.
- Indépendance des exercices.

## **4/ Changement de méthode comptable-Application du nouveau plan comptable général.**

Les états financiers de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et du règlement 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC, applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ce changement de réglementation comptable entraine notamment :

- L'abandon de la technique des transferts de charges (compte de classe 79) au profit d'une imputation directe des opérations dans des comptes spécifiques selon leur nature économique,



# REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- Un nouveau format d'annexe,
- Et de la présentation de nouveaux modèles d'états financiers.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31.12.2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

L'adoption du nouveau règlement et les reclassements qui en résultent constituent un changement de méthode comptable, dont l'incidence sur les comptes de l'association ne constitue que des changements de présentation, n'ayant aucune incidence sur le résultat. En particulier nous précisons que le résultat exceptionnel de 2024 correspondait essentiellement à + 476K€ relatif à une contribution exceptionnelle du conseil général du Gard.

Par ailleurs les refacturations de AMPAF aux autres entités du réseau s'élevaient en 2024 à 1 284 K€ et étaient constatées au compte 791 « transfert de charges ». En 2025 elles représentent 1 033 K€ et sont traitées en compte 7084xxx

**5/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluations ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels**

## Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

## Amortissements

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant la méthode linéaire et en fonction de la durée de vie prévisible.

L'Association Bonjours Groupe Présence 30 AMPAF dispose depuis 2008 d'un nouveau siège social situé au Chemin du Bachas à Nîmes.

Les durées d'amortissement de ce bâtiment découlent du mémento Lefèvre et sont les suivantes :

- Gros œuvre : 50 ans

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

|                                                |            |
|------------------------------------------------|------------|
| - Etanchéité :                                 | 20 ans     |
| - Menuiseries extérieures :                    | 25 ans     |
| - Fenêtres tores :                             | 25 ans     |
| - Cloisons doublage :                          | 25 ans     |
| - Menuiseries intérieures :                    | 15 ans     |
| - Métallerie :                                 | 15 ans     |
| - Carrelage :                                  | 10 ans     |
| - Revêtements de sols souples :                | 07 ans     |
| - Revêtements muraux :                         | 07 ans     |
| - Génie climatique :                           | 20 ans     |
| - Ascenseur :                                  | 20 ans     |
| - Electricité :                                | 15 ans     |
| - Voiries réseau divers :                      | 25 ans     |
| - Espaces verts :                              | 10 ans     |
| - Clôtures portail :                           | 10 ans     |
| - Agencement et aménagements des constructions | 3 à 20 ans |
| - Matériel et outillage                        | 2 à 20 ans |
| - Matériel de transport                        | 5 à 12 ans |
| - Matériel de bureau et informatique           | 3 à 10 ans |
| - Mobilier                                     | 2 à 10 ans |

Le parc informatique renouvelé à cette occasion est amorti sur 3 années. Le mobilier est amorti quant à lui sur 10 exercices.

### Inventaire physique et comptable des immobilisations

L'inventaire physique et comptable des immobilisations est tenu par le service comptabilité. Le Chef de Service, responsable de l'activité concernée, vérifie la validité de cet inventaire.

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provision décrit, le cas échéant, l'état des provisions.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## Subvention d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### - Subventions d'équipement

|              |            |           |            |            |
|--------------|------------|-----------|------------|------------|
| Barjac       | 7 666,93   | 3 327,74  | 4 339,19   | 15/04/2028 |
| Barjac       | 830,00     | 81,66     | 748,34     | 06/01/2035 |
| Clarensac    | 71 000,00  | 37 810,51 | 33 189,49  | 14/02/2032 |
| Clarensac    | 11 624,59  | 4 720,87  | 6 903,72   | 20/12/2028 |
| Chamborigaud | 479,00     | 68,77     | 410,23     | 13/04/2035 |
| Le Cailar    | 8 230,00   | 1 007,22  | 7 222,78   | 13/05/2035 |
| Mejannes     | 6 180,00   | 206,72    | 5 973,28   | 11/09/2035 |
| Meyrannes    | 1 670,00   | 176,01    | 1 493,99   | 22/06/2035 |
| Nîmes        | 372 000,00 | 46 639,56 | 325 360,44 | 29/09/2034 |
| Nîmes        | 36 000,00  | 4 764,47  | 31 235,53  | 29/09/2034 |
| Vallabrègues | 4 300,00   | 616,62    | 3 683,38   | 29/09/2034 |
| Agefiph      | 3 669,09   | 57,00     | 3 612,09   |            |
| TOTAL        | 523 649,61 | 99 477,15 | 424 172,46 |            |

| PRESTATAIRE           | Subventions d'origine | Amort. Subvention | Net Subvention | Fin        |
|-----------------------|-----------------------|-------------------|----------------|------------|
| Casques téléphoniques | 8 109,00              | 8 109,00          | -              | 21/02/2025 |
| TOTAL                 | 8 109,00              | 8 109,00          | -              |            |

## Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## Règles de répartition des charges et produits

Les charges et produits sont répartis :

Par affectation totale sur une branche d'activité, si la charge ou le produit concerne cette branche.

Partiellement et en fonction de différentes clés de répartition si la charge ou le produit concerne plusieurs branches d'activité ou les autres associations.

Nous préciserons que pour les clés générales et domicile, elles sont basées suivant le nombre d'heures effectuées au sein de chaque activité.

Par ailleurs, des clés spéciales sont définies en fonction de la nature générale de la charge et de l'implication des différentes activités à cette charge.

Les salaires et charges sont répartis

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

Par affectation directe sur une branche d'activité si le salarié dépend de ce secteur.

Au prorata des temps passés si les salariés ont une activité qui recouvre plusieurs branches d'activité ou les autres associations.

## Relations avec les autres associations du Réseau Bonjours Groupe Présence 30

Les dépenses acquittées par l'Association BONJOURS GROUPE PRESENCE 30 AMPAF qui sont à répartir sur l'ensemble des associations du Réseau BONJOURS GROUPE PRESENCE 30 font l'objet d'une refacturation sur les autres entités du Réseau.

Les clés de répartitions des moyens mis en communs par les différents intervenants sont ainsi déterminées et jointes en annexes (annexe) :

- Détermination des clés de répartition au sein du Réseau Associatif en fonction du nombre d'heures réalisées pour chaque association.

## Engagements financiers

- Emprunt auprès des Organismes Bancaires.  
Néant

## Provisions pour risques et charges

- |                                                        |                 |
|--------------------------------------------------------|-----------------|
| - Provisions pour risques et charges                   | 2 435 911 Euros |
| o Dont provisions pour litiges                         | 259 819 Euros   |
| o Dont provisions pour risques et charges              | 358 043 Euros   |
| o Dont provisions pour indemnités départ à la retraite | 1 782 403 Euros |
| o Dont autres provisions pour risques et charges       | 35 646 Euros    |

## Provisions pour dépréciation d'actif

- |                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| - Pour dépréciation d'actif | 1 364 209 Euros |
| o Reprises 2025             | 1 815 Euros     |
| o Dotations 2025            | 7 542 Euros     |

Les risques donnant lieu à constatation d'une provision sont estimés en fonction de l'antériorité de la créance :

- dépréciation de la totalité des créances antérieures à l'exercice 2025 pour les organismes et pour les bénéficiaires, et il n'est provisionné que les créances présentant un solde débiteur.
- et pour les créances de l'exercice : toute créance organisme non soldée à la date d'arrêté des comptes et émise avant le 30 juin 2025.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

Pour les bénéficiaires, toute créance non soldée à la date d'arrêté des comptes, émises avant le 30 juin 2025 et qui présente un solde débiteur.

Toutefois, il est précisé que pour la facturation propre au Conseil Départemental du Gard au titre du financement de l'APA, collectivité territoriale dont la solvabilité n'est pas en cause, a été cependant dépréciée eu égard à la contestation des sommes dues par le débiteur. La provision de cet organisme a été établie par référence aux heures de dépassement 2005 non pris en charge par la dotation globale de fonctionnement de cette première année de tarification auquel s'ajoute les soldes résiduels pour les heures accomplies dans le cadre de l'Aide Sociale financées hors D.G.F.

La provision Conseil Départemental à la clôture 2025 apparaît comme suit :

|                       |                 |
|-----------------------|-----------------|
| ○ Créances APA 2005 : | 1 316 676 Euros |
|-----------------------|-----------------|

Fonds dédiés

0 Euros

## 6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- Du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif au comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- De l'avis 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- Du règlement n° 2022-06 de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) du 4 novembre 2022 modifiant le règlement AND n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2023.
- Du règlement ANC n° 2023-03 du 07 juillet 2023 modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06.
- De l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés, sociaux et médicaux sociaux relevant de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles.
- 

Certains comptes sont détaillés pour permettre le suivi de l'activité « Soins à domicile » et répondre aux contraintes induites par le conventionnement avec la DASS.

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

La refacturation des charges (Salaires et frais généraux) aux autres associations est comptabilisée par le compte 7084xxx « Mise à disposition de personnel facturée (Anc 7914) ».

## Gestion contrôlée : Présentation

### 7 / Résultat de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Il est inscrit en comptes de produits de l'activité, la valeur de l'enveloppe accordée par le financeur sous déduction du Chiffre d'Affaires correspondant aux heures d'intervention budgétées mais non réalisées.

#### Sous-activité APA

Selon l'arrêté du 30 avril 2026 du Conseil Départemental, il a été provisionné la reprise totale de la sous-activité de ce dispositif :

- APA - 47 478.66 Euros

#### Sous-activité Aide Sociale

Selon l'arrêté du 30 avril 2026 du Conseil Départemental, il a été provisionné la reprise totale de la sous-activité de ce dispositif :

- Aide Sociale - 86 139.32 Euros

#### Suractivité PCH

Selon l'arrêté du 30 avril 2026 du Conseil Départemental, il a été provisionné la reprise totale de la suractivité de ce dispositif :

- PCH + 213 189.30 Euros

Dans ce même arrêté du 30 avril 2026, il a été régularisé le financement de l'avenant 43 au titre de 2025 d'un montant de + 48 271.35 € (comptabilisé en produits à recevoir).

# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## 8/ Engagement en matière de retraite

A chaque arrêté de compte, un ajustement est opéré dans le calcul de l'I.D.R..

Du fait de la nouvelle Convention Collective, les paramètres d'évaluation ont fortement évolué depuis l'exercice 2012 :

| Ancienne<br>Convention Collective |          |
|-----------------------------------|----------|
| Après 10 ans                      | 0,5 mois |
| Après 15 ans                      | 1 mois   |
| Après 20 ans                      | 1,5 mois |
| Après 30 ans                      | 2 mois   |

| Nouvelle<br>Convention Collective |          |
|-----------------------------------|----------|
| Après 5 ans                       | 0,5 mois |
| Après 10 ans                      | 1 mois   |
| Après 15 ans                      | 1,5 mois |
| Après 20 ans                      | 2 mois   |
| Après 25 ans                      | 2,5 mois |
| Après 30 ans                      | 3 mois   |

Cette provision sur le nouveau barème de la convention collective concerne, en théorie, l'ensemble du personnel salarié de l'Association BONJOURS GROUPE PRESENCE 30 AMPAF mais se limite aux personnes qui remplissent une double condition :

- être salarié de l'association à la clôture de l'exercice,
- avoir plus de 50 ans,

Pour les ayants droits qui respectent ces obligations élémentaires, la provision sera évaluée par affectation d'un coefficient qui découle de l'ancienneté du salarié :

- comprise entre 61 et 120 mois : 50 % du salaire brut mensuel moyen de l'année
- comprise entre 121 et 180 mois : 100 % du salaire brut mensuel moyen de l'année
- comprise entre 181 et 240 mois : 150 % du salaire brut mensuel moyen de l'année
- comprise entre 241 et 300 mois : 200 % du salaire brut mensuel moyen de l'année
- comprise entre 301 et 360 mois : 250 % du salaire brut mensuel moyen de l'année
- supérieur à 361 mois : 300 % du salaire brut mensuel moyen de l'année

- Total de la provision au 31.12 1 782 403 Euros
  - o Dont reprises 2025 1 722 984 Euros
  - o Dont dotations 2025 1 782 403 Euros

## 9/ Fait marquants

Les dotations globales de fonctionnement versées par le Conseil Départemental dans le cadre de l'APA, de l'Aide Sociale et de la PCH sont respectivement de 10 957 174.77 €, de 541 092.93 € et 1 132 977 €.

Elles correspondent à l'activité réalisée au cours de l'année 2025.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Selon l'arrêté du 30 avril 2026, il a été provisionné la reprise totale de la sous activité APA 2025, AS 2025, et la suractivité PCH 2025 :

|       |                         |                |
|-------|-------------------------|----------------|
| - APA | : reprise à hauteur de- | 47 478.66 €    |
| - AS  | : reprise à hauteur de- | 86 139.33 €    |
| - PCH |                         | + 213 189.30 € |

Le montant Avenant 43 versé au titre de l'année 2025 est de 2 376 360 €

Selon l'arrêté du Conseil Départemental du Gard du 1<sup>er</sup> février 2024, le tarif horaire à compter du 1<sup>er</sup> février 2024 a été fixé à 27 € pour les dispositifs APA, Aide-Ménagère Aide Sociale et PCH applicable également en 2025.

Le tarif de la CNAV évolue d'un tarif horaire plafond vers un tarif horaire de référence à compter du 22 avril 2024 jusqu'au 22 avril 2026 à 26,30 euros et prise en charge complémentaire de 2,70 euros par heure facturée, soit 29 euros au total.

La MSA du Languedoc par son Comité Restreint d'Action Sanitaire et Social du 30 avril 2024 a accordé une prise en charge complémentaire au tarif CNAV 2024 à hauteur de 3 euros par heures facturés pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2024 la mesure a été reconduite sur l'année 2025.

### 10/ Evènements postérieurs à la clôture

L'association est toujours confrontée à d'importantes difficultés de recrutement, malgré la mise en place d'actions telles que le tutorat et l'accompagnement à la prise de poste. Ces difficultés se traduisent par des reports dans la mise en œuvre des interventions, voire par un recentrage sur les actes essentiels. Ces problématiques sont en grande partie liées à une rémunération souvent perçue comme peu attractive, aux contraintes horaires, ainsi qu'à la non-reconnaissance des métiers de l'aide à domicile à leur juste niveau de participation dans les politiques d'accompagnement des seniors fragiles.

Il est crucial de rester vigilant, car ces difficultés pourraient fragiliser notre public, notamment les personnes aux ressources les plus faibles, qui risqueraient de ne plus trouver d'intervenants. De plus, ces usagers pourraient se retrouver dans l'incapacité d'assumer eux-mêmes les dépenses, malgré l'existence du crédit d'impôt.

De surcroît nous devons faire face à de nouvelles obligations budgétaires pour 2026, par exemple l'entrée dans le périmètre de la taxe d'apprentissage.



CLÉS DE RÉPARTITIONS FRAIS GÉNÉRAUX 2025

| Compte CLS                                        | Libellé                                           | AMPAF  |           |           |          |         | ASPAF      |        |             |        | AIDAR  |             |            |       | RAVI    |  |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------|-----------|-----------|----------|---------|------------|--------|-------------|--------|--------|-------------|------------|-------|---------|--|
|                                                   |                                                   | AM     | SSIAO ARA | ESAD, STC | SCU CHES | MANUTEN | SAISONNAGE | TS     | PRESTATIONS | IN DOH | AGENCY | CHAMPIBISSE | CHAMFERMAC | RAVI  |         |  |
| CLE AMPAF S/ TOUTES ACTIVITES                     | CLE AMPAF S/ TOUTES ACTIVITES                     | 96,35% |           |           |          | 0,57%   |            |        |             |        |        | 0,82%       | 0,27%      |       | 100,01% |  |
| CLE GENRALE (MAND+PREST) ACTIVITE HEURES DOMICILE | CLE GENRALE (MAND+PREST) ACTIVITE HEURES DOMICILE | 99,43% |           |           |          | 0,57%   |            |        |             |        |        |             |            |       | 100,00% |  |
| P01-C-AMPAF 2025                                  | Activites AMPAF                                   | 97,20% | 1,20%     | 0,70%     | 0,90%    |         |            |        |             |        |        |             |            |       | 100,00% |  |
| P01-C-RENCUEILS 2025                              | Agence de recrutements + SSIAO ARA                | 49,56% | 49,85%    |           |          | 0,29%   |            |        |             |        |        |             |            |       | 100,00% |  |
| P01-C-AGENCE 2025                                 | Frais liés aux agences                            | 99,42% |           |           |          | 0,56%   |            |        |             |        |        |             |            |       | 100,00% |  |
| P01-C-FG 2025                                     | Frais généraux Siège                              | 95,39% |           |           |          | 0,55%   |            | 2,00%  |             |        |        | 0,80%       | 0,26%      | 1,00% | 100,00% |  |
| P01-C-IMM 2025                                    | Immobilier Nîmes                                  | 99,31% |           |           |          | 0,54%   |            | 2,03%  |             |        |        | 0,78%       | 0,26%      | 3,16% | 100,01% |  |
| P01-C-AMORT 2025                                  | AMORTISSEMENTS - ASSO                             | 95,33% |           |           |          | 0,57%   |            | 2,01%  |             |        |        | 0,82%       | 0,27%      | 1,00% | 100,00% |  |
| P03-C-ASPAF 2025                                  | ASPAF - Ventilation Asso                          |        |           |           |          | 21,96%  |            | 78,34% |             |        |        | 0,00%       | 0,00%      |       | 100,00% |  |
| P03-C-AIDAR 2025                                  | AIDAR - Ventilation Asso                          |        |           |           |          |         |            |        |             |        |        | 75,23%      | 24,77%     |       | 100,00% |  |
| P05-C-PRESENCE 2025                               | P50 - Ventilation Asso                            | 95,39% |           |           |          | 2,55%   |            |        |             |        |        |             | 1,56%      | 1,00% | 100,00% |  |

[illegible]

## ANALYSE DES RESULTATS DE L'EXERCICE

| ACTIVITES ASSOCIATIVES                                            | GESTION PROPRE |                | GESTION CONVENTIONNEE |          |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------|
|                                                                   | EXCEDENTS      | DEFICITS       | EXCEDENTS             | DEFICITS |
| PRESTATAIRE                                                       |                |                | 187 099               |          |
| SIAD REMOULINS                                                    |                |                | 98 864                |          |
| SIAD SAINT-CHAPTES                                                |                |                | 21 629                |          |
| MICRO CRECHE CHAMBORIGAUD                                         |                | 31 216         |                       |          |
| MICRO CRECHE MEJANNES LE CLAP                                     |                | 17 875         |                       |          |
| MICRO CRECHE MEYRANNES                                            | 7 573          |                |                       |          |
| MICRO CRECHE MOULEZAN                                             |                | 28 495         |                       |          |
| CRECHE BARJAC                                                     | 51 079         |                |                       |          |
| CRECHE CLARENSAC                                                  |                | 19 284         |                       |          |
| CRECHE LANGLADE                                                   |                | 3 626          |                       |          |
| CRECHE NIMES                                                      |                | 68 674         |                       |          |
| CRECHE PARIGNARGUES                                               |                | 25 336         |                       |          |
| CRECHE SAINTE ANASTASIE                                           | 4 403          |                |                       |          |
| CRECHE SAINT DIONISY                                              |                | 21 205         |                       |          |
| CRECHE VALLABREGUES                                               |                | 29 047         |                       |          |
| CRECHE LE CAILAR                                                  | 23 312         |                |                       |          |
| <b>TOTAUX</b>                                                     | <b>86 367</b>  | <b>244 758</b> | <b>307 592</b>        | <b>-</b> |
|                                                                   |                |                |                       |          |
| <b>RESULTATS CONVENTIONNES APRES REPRISE RESULTATS ANTERIEURS</b> |                |                | <b>307 592</b>        | <b>-</b> |

**ANALYSE DES RESULTATS  
SOUS CONTRÔLE DES TIERS FINANCEURS**

| ACTIVITES ASSOCIATIVES | GESTION PROPRE |          | GESTION CONVENTIONNEE |           |
|------------------------|----------------|----------|-----------------------|-----------|
|                        | EXCEDENTS      | DEFICITS | EXCEDENTS             | DEFICITS  |
| PRESTATAIRE            |                |          |                       | 6 775 903 |
| SIAD REMOULINS         |                |          | 222 067               |           |
| SIAD SAINT-CHAPTES     |                |          |                       | 5 247     |
| TOTAUX                 | -              | -        | 222 067               | 6 781 150 |

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

| ACTIVITES ASSOCIATIVES               | GESTION PROPRE        |                      | GESTION CONVENTIONNEE |                        |
|--------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|
|                                      | REPORTS EXCEDENTAIRES | REPORTS DEFICITAIRES | REPORTS EXCEDENTAIRES | REPORTS DEFICITAIRES   |
| SIAD REMOULINS<br>SIAD SAINT-CHAPTES |                       |                      |                       | 85 545,24<br>45 990,75 |
| TOTAUX                               | -                     | -                    | -                     | 131 535,99             |

# Immobilisations

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

A M P A F

| RUBRIQUES                                                    | Valeur brute<br>début exercice | Augmentations |                                           |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------|-------------------------------------------|
|                                                              |                                | Réévaluation  | Acquisition,apport,<br>création, virement |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                         |                                |               |                                           |
| Frais d'établissement et de développement                    |                                |               |                                           |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles                | 188 701                        |               | 2 234                                     |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>                 | <b>188 701</b>                 |               | <b>2 234</b>                              |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                           |                                |               |                                           |
| Terrains                                                     | 866 970                        |               |                                           |
| Constructions sur sol propre                                 | 4 320 765                      |               | 120 000                                   |
| Constructions sur sol d'autrui                               | 373 849                        |               |                                           |
| Instal. générales, agencements et aménagement construction   | 1 059 803                      |               | 136 866                                   |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 187 976                        |               | 50 040                                    |
| Installations générales, agencements et divers               | 442 931                        |               | 25 058                                    |
| Matériel de transport                                        | 198 752                        |               | 62 445                                    |
| Matériel de bureau et mobilier informatique                  | 1 126 607                      |               | 144 390                                   |
| Emballages récupérables et divers                            |                                |               |                                           |
| Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes    | 8 051                          |               | 167 819                                   |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>                   | <b>8 585 706</b>               |               | <b>706 618</b>                            |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>                           |                                |               |                                           |
| Participations                                               | 433 526                        |               |                                           |
| Titres immobilisés de l'activité du portefeuille             |                                |               |                                           |
| Autres titres immobilisés                                    |                                |               |                                           |
| Prêts et autres immobilisations financières                  | 36 143                         |               | 3 420                                     |
| <b>TOTAL immobilisations financières :</b>                   | <b>469 669</b>                 |               | <b>3 420</b>                              |

|                      |                  |                |
|----------------------|------------------|----------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>9 244 076</b> | <b>712 272</b> |
|----------------------|------------------|----------------|

| RUBRIQUES                                        | Diminutions               |                                 | Valeur brute<br>fin d'exercice | Valeur d'origine |
|--------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|------------------|
|                                                  | Virement<br>poste à poste | Cessions, mises<br>hors service |                                |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>             |                           |                                 |                                |                  |
| Frais d'étab. et de développement                |                           |                                 |                                |                  |
| Autres immobilisations incorporelles             |                           | 5 972                           | 184 964                        |                  |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>     |                           | <b>5 972</b>                    | <b>184 964</b>                 |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>               |                           |                                 |                                |                  |
| Terrains                                         |                           |                                 | 866 970                        |                  |
| Constructions sur sol propre                     |                           |                                 | 4 440 765                      |                  |
| Constructions sur sol d'autrui                   |                           | 25 597                          | 348 252                        |                  |
| Instal. générales, agencement, aménagements      |                           |                                 | 1 196 669                      |                  |
| Install. techn., matériel et out. industriels    |                           | 70 291                          | 167 725                        |                  |
| Installations générales, agencements et divers   |                           | 2 113                           | 465 876                        |                  |
| Matériel de transport                            |                           | 10 638                          | 250 559                        |                  |
| Matériel de bureau et mobilier informatique      |                           | 314 045                         | 956 953                        |                  |
| Emballages récupérables et divers                |                           |                                 |                                |                  |
| Immo. corporelles en cours, avances, acomptes    |                           | 175 870                         |                                |                  |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>       |                           | <b>598 554</b>                  | <b>8 693 770</b>               |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>               |                           |                                 |                                |                  |
| Participations                                   |                           |                                 | 433 526                        |                  |
| Titres immobilisés de l'activité du portefeuille |                           |                                 |                                |                  |
| Autres titres immobilisés                        |                           |                                 |                                |                  |
| Prêts et autres immo. financières                |                           | 6 820                           | 32 743                         |                  |
| <b>TOTAL immobilisations financières :</b>       |                           | <b>6 820</b>                    | <b>466 269</b>                 |                  |

|                      |                |                  |
|----------------------|----------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>611 346</b> | <b>9 345 003</b> |
|----------------------|----------------|------------------|

## Amortissements

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                     | Durée utilisation<br>Taux | Mode<br>amortissement | Montant<br>début exercice | Augmentations  | Diminutions    | Montant<br>fin exercice |
|---------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------|----------------|-------------------------|
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>              |                           |                       |                           |                |                |                         |
| Frais d'établissement et de développement.        |                           |                       |                           |                |                |                         |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles     | 3 ans                     | linéaire              | 176 318                   | 10 222         | 5 972          | 180 568                 |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>      |                           |                       | <b>176 318</b>            | <b>10 222</b>  | <b>5 972</b>   | <b>180 568</b>          |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                |                           |                       |                           |                |                |                         |
| Terrains                                          |                           |                       |                           |                |                |                         |
| Constructions sur sol propre                      | 8 à 100 ans               | linéaire              | 2 600 171                 | 115 930        |                | 2 716 101               |
| Constructions sur sol d'autrui                    | 8 à 100 ans               | linéaire              | 305 796                   | 27 821         | 18 341         | 315 277                 |
| Installations générales, agenc. construction      | 3 à 20 ans                | linéaire              | 268 480                   | 75 980         |                | 344 460                 |
| Installations techn. mat. et outillage industriel | 2 à 20 ans                | linéaire              | 109 128                   | 41 048         | 53 108         | 97 068                  |
| Inst. générales, agencements et divers            | 2 à 20 ans                | linéaire              | 11 166                    | 45 773         | 199            | 56 740                  |
| Matériel de transport                             | 5 à 12 ans                | linéaire              | 165 594                   | 13 704         | 8 924          | 170 373                 |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier      | 2 à 10 ans                | linéaire              | 752 873                   | 142 899        | 301 631        | 594 141                 |
| Emballages récupérables et divers                 |                           |                       |                           |                |                |                         |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>        |                           |                       | <b>4 213 207</b>          | <b>463 155</b> | <b>382 203</b> | <b>4 294 159</b>        |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                              |                           |                       | <b>4 389 525</b>          | <b>473 377</b> | <b>388 175</b> | <b>4 474 728</b>        |

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

|                                     | A<br>L'OUVERTURE DE<br>L'EXERCICE | AFFECTATION DU<br>RESULTAT |                                 | AUGMENTATION |                                 | DIMINUTION OU<br>CONSOMMATION |                                 | A LA<br>CLOTURE DE<br>L'EXERCICE |
|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|--------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
|                                     | MONTANT                           | MONTANT                    | DONT<br>GENEROSITE<br>DU PUBLIC | MONTANT      | DONT<br>GENEROSITE<br>DU PUBLIC | MONTANT                       | DONT<br>GENEROSITE<br>DU PUBLIC | MONTANT                          |
| Fonds propres sans droit de reprise |                                   |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                  |
| Fonds propres avec droit de reprise |                                   |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                  |
| Ecart de réévaluation               |                                   |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                  |
| Réserves                            | 10 897 561                        |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 | 10 897 561                       |
| Report à nouveau                    | (11 100 807)                      | 240 154                    |                                 |              |                                 |                               |                                 | (10 860 654)                     |
| Excédent ou déficit de l'exercice   | 240 154                           | (240 154)                  |                                 | 149 201      |                                 |                               |                                 | 149 201                          |
| Dotations consommables              |                                   |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                  |
| Subventions d'investissements       | 497 260                           |                            |                                 | 520 735      |                                 | 593 822                       |                                 | 424 172                          |
| Provisions réglementées             |                                   |                            |                                 |              |                                 |                               |                                 |                                  |
| TOTAL                               | 534 168                           |                            |                                 | 669 936      |                                 | 593 822                       |                                 | 610 281                          |



## ANALYSE DES RESERVES

| ACTIVITES ASSOCIATIVES                                        | GESTION PROPRE       | GESTION CONVENTIONNEE |
|---------------------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|
| <b><u>Excédents affectés à l'investissement</u></b>           |                      |                       |
| PRESTATAIRE                                                   | 3 342 877,91         |                       |
| TELE ASSISTANCE (1)                                           | 431 113,56           |                       |
| MANDATAIRE (2)                                                | 773 318,22           |                       |
| PORTAGE DE REPAS (3)                                          | 47 309,69            |                       |
| <b><u>Excédents affectés à la couverture du BFR</u></b>       |                      |                       |
| PRESTATAIRE                                                   | 3 406 380,14         |                       |
| TELE ASSISTANCE (1)                                           | 439 303,12           |                       |
| MANDATAIRE (2)                                                | 788 008,39           |                       |
| PORTAGE DE REPAS (3)                                          | 48 208,40            |                       |
| <b><u>Résultats constatés à partir de l'exercice 2009</u></b> |                      |                       |
| TELE ASSISTANCE                                               |                      |                       |
| MANDATAIRE                                                    |                      |                       |
| PORTAGE DE REPAS                                              |                      |                       |
| MICRO CRECHE FOISSAC                                          |                      |                       |
| MICRO CRECHE MEYRANNES                                        |                      |                       |
| <b><u>SIAD REMOULINS</u></b>                                  |                      |                       |
| Excédents affectés à l'investissement                         |                      | 100 422,67            |
| Réserves de compensation                                      |                      | 158 257,18            |
| Réserves de trésorerie                                        |                      | 59 942,97             |
| <b><u>SIAD SAINT CHAPTES</u></b>                              |                      |                       |
| Excédents affectés à l'investissement                         |                      | 15 189,34             |
| Réserves de compensation                                      |                      | 30 904,53             |
| Réserves de trésorerie                                        |                      | 23 309,53             |
| <b><u>PRESTATAIRE</u></b>                                     |                      |                       |
| Réserves de compensation                                      | 1 424 051,81         |                       |
| <b>TOTAUX</b>                                                 | <b>10 509 535,06</b> | <b>388 026,22</b>     |

(1) : L'activité TELE ASSISTANCE a été transférée sur l'Association PRESENCE 30 ASPAF à compter du 1er janvier 2010

(2) : L'activité MANDATAIRE a été transférée sur l'Association PRESENCE 30 ASPAF à compter du 1er janvier 2011

(3) : Les déficits cumulés de l'activité PORTAGE ont été intégrés aux excédents constatés sur les autres activités lors de la réaffectation comptable validée par l'Assemblée Générale du 28/04/2010.

# Provisions Inscrites au Bilan

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES                                                                                                                                                                                                                                                        | Montant<br>début exercice | Augmentations<br>dotations | Diminutions<br>reprises | Montant<br>fin exercice |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Prov. pour reconstitution des gisements<br>Provisions pour investissement<br>Provisions pour hausse des prix<br>Amortissements dérogatoires<br>Dont majorations exceptionnelles de 30%<br>Provisions pour prêts d'installation<br>Autres provisions réglementées |                           |                            |                         |                         |
| <b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>                                                                                                                                                                                                                                   |                           |                            |                         |                         |

|                                                                 |                  |                  |                  |                  |
|-----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Provisions pour litiges                                         | 456 012          | 11 385           | 207 578          | 259 819          |
| Prov. pour garant. données aux clients                          |                  |                  |                  |                  |
| Provisions pour amendes et pénalités                            |                  |                  |                  |                  |
| Provisions pour pertes de change                                |                  |                  |                  |                  |
| Prov. pour pensions et obligat. simil.                          | 1 722 984        | 1 782 403        | 1 722 984        | 1 782 403        |
| Provisions pour impôts                                          |                  |                  |                  |                  |
| Prov. pour renouvellement des immo.                             |                  |                  |                  |                  |
| Provisions pour gros entretien et grandes révisions             |                  |                  |                  |                  |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer |                  |                  |                  |                  |
| Autres prov. pour risques et charges                            | 12 142           | 381 547          |                  | 393 689          |
| <b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>                            | <b>2 191 138</b> | <b>2 175 335</b> | <b>1 930 562</b> | <b>2 435 911</b> |

|                                         |                  |              |              |                  |
|-----------------------------------------|------------------|--------------|--------------|------------------|
| Prov. sur immobilisations incorporelles |                  |              |              |                  |
| Prov. sur immobilisations corporelles   |                  |              |              |                  |
| Prov. sur immo. titres mis en équival.  |                  |              |              |                  |
| Prov. sur immo. titres de participation |                  |              |              |                  |
| Prov. sur autres immo. financières      |                  |              |              |                  |
| Provisions sur stocks et en cours       |                  |              |              |                  |
| Provisions sur comptes clients          | 1 358 482        | 7 542        | 1 815        | 1 364 209        |
| Autres provisions pour dépréciation     |                  |              |              |                  |
| <b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>     | <b>1 358 482</b> | <b>7 542</b> | <b>1 815</b> | <b>1 364 209</b> |

|                      |                  |                  |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>3 549 620</b> | <b>2 182 877</b> | <b>1 932 377</b> | <b>3 800 120</b> |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|

# État des Créances et Dettes

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| ÉTAT DES CRÉANCES                                        | Montant brut     | A 1 an au plus   | A plus d'1 an    |
|----------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>                             |                  |                  |                  |
| Créances rattachées à des participations                 |                  |                  |                  |
| Prêts (1) (2)                                            |                  |                  |                  |
| Autres créances immobilisées                             |                  |                  |                  |
| <b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>                     |                  |                  |                  |
| <b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>                              |                  |                  |                  |
| Usagers                                                  | 2 535 388        | 1 171 179        | 1 364 209        |
| Personnel et charges sociales à récupérer                | 172 516          | 172 516          |                  |
| État et autres collectivités publiques                   | 94 947           | 94 947           |                  |
| Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés |                  |                  |                  |
| Débiteurs divers                                         | 1 496 907        | 1 496 907        |                  |
| <b>TOTAL de l'actif circulant :</b>                      | <b>4 299 758</b> | <b>2 935 549</b> | <b>1 364 209</b> |

|                      |                  |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>4 299 758</b> | <b>2 935 549</b> | <b>1 364 209</b> |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice  
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

| ÉTAT DES DETTES                         | Montant brut     | A 1 an au plus   | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|-----------------------------------------|------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Emprunts et dettes financières divers   |                  |                  |              |                 |
| Dettes sur immo. et comptes rattachés   | 4 416            | 2 000            | 500          |                 |
| <b>TOTAL :</b>                          | <b>4 416</b>     | <b>2 000</b>     | <b>500</b>   |                 |
| Fournisseurs et comptes rattachés       | 430 818          | 430 818          |              |                 |
| Usagers avances reçues                  |                  |                  |              |                 |
| Dettes relatives au personnel           | 6 839 170        | 6 839 170        |              |                 |
| État et autres collectivités publiques  | 160 844          | 160 844          |              |                 |
| Conf., Fédération, Asso. & organ. appar |                  |                  |              |                 |
| Autres dettes                           | 11 420           | 11 420           |              |                 |
| <b>TOTAL :</b>                          | <b>7 442 252</b> | <b>7 442 252</b> |              |                 |

|                      |                  |                  |            |  |
|----------------------|------------------|------------------|------------|--|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>7 446 667</b> | <b>7 444 252</b> | <b>500</b> |  |
|----------------------|------------------|------------------|------------|--|

Produits à Recevoir

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR<br>INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN                                                                           | Montant                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Immobilisations financières</b><br>Créances rattachées à des participations<br>Autres immobilisations financières                                  |                                           |
| <b>Créances</b><br>Créances clients et comptes rattachés<br>Personnel<br>Organismes sociaux<br>État<br>Divers, produits à recevoir<br>Autres créances | 926 443<br>126 018<br>1 308 875<br>28 984 |
| <b>Valeurs Mobilières de Placement</b><br><b>Disponibilités</b>                                                                                       |                                           |
| TOTAL                                                                                                                                                 | 2 390 320                                 |

Charges à Payer

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant   |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|
| Emprunts obligataires convertibles                                   |           |
| Autres emprunts obligataires                                         |           |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit               |           |
| Emprunts et dettes financières divers                                |           |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                             | 271 740   |
| Dettes fiscales et sociales                                          | 4 794 782 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                      |           |
| Disponibilités, charges à payer                                      |           |
| Autres dettes                                                        |           |
| TOTAL                                                                | 5 066 522 |

# Charges et Produits Constatés d'Avance

A M P A F

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES                          | Charges | Produits |
|------------------------------------|---------|----------|
| Charges ou produits d'exploitation | 103 272 | 434 520  |
| Charges ou produits financiers     |         |          |
| Charges ou produits exceptionnels  |         |          |
| TOTAL                              | 103 272 | 434 520  |

**CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS**

| NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS                  | MONTANT           |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| Concours publics                                            |                   |
| A la charge de l'Assurance maladie                          | 1 323 236         |
| A la charge de l'Etat                                       |                   |
| A la charge du Département                                  | 12 734 548        |
| A la charge des Caisses d'Allocations Familiales            | 2 497 149         |
| A la charge d'autres financeurs                             | 52 475            |
| Subventions d'exploitation                                  |                   |
| Union Européenne                                            |                   |
| Etat                                                        |                   |
| Département                                                 | 3 492 214         |
| Collectivités territoriales                                 | 235 920           |
| Etablissements publics à caractère administratif            | 230 208           |
| Etablissements publics à caractère industriel et commercial |                   |
| Ville                                                       | 225 881           |
| Entreprises et organismes privés                            |                   |
| Subventions d'investissement                                |                   |
| Union Européenne                                            |                   |
| Etat                                                        |                   |
| Département                                                 |                   |
| Collectivités territoriales                                 |                   |
| Etablissements publics à caractère administratif            |                   |
| Etablissements publics à caractère industriel et commercial |                   |
| Ville                                                       |                   |
|                                                             | <b>20 791 631</b> |

# HONORAIRES DES CAC

| Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes                                                                          |                              |                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
|                                                                                                                                         | Commissaire aux<br>comptes 1 | Commissaire<br>aux comptes 2 |
| Honoraires afférents à la certification des comptes                                                                                     | 22 532 €                     |                              |
| Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité                                                       |                              |                              |
| Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité |                              |                              |
| Total                                                                                                                                   | 22 532 €                     |                              |